

Sous la direction de
Christian Stoffaës



PSYCHANALYSE DE L'ANTILIBÉRALISME

Les Français ont-ils raison d'avoir peur ?

ÉDITIONS SAINT-SIMON
INSTITUT D'HISTOIRE DE L'INDUSTRIE

PSYCHANALYSE DE L'ANTILIBÉRALISME

Les Français ont-ils raison d'avoir peur ?

Le débat intellectuel et public français cherche ses nouveaux repères. Après l'échec des régimes communistes, les idées marxistes sont aujourd'hui frappées de discrédit. Leur emprise s'est relâchée : les substituts altermondialiste ou populiste ne sont pas les seules alternatives.

En réalité, le nouveau contexte libère l'espace de la pensée politique en autorisant la remise au débat du libéralisme.

La France se déclare quasi unanimement anti-libérale dans un monde devenu libéral. L'antilibéralisme, ce véritable ciment d'une idéologie française, vient à nouveau d'être illustré par le rejet du référendum constitutionnel et du contrat de première embauche censé apporter une réponse à la grave crise du chômage des jeunes. Pourtant, la plupart de ses gouvernements, de gauche comme de droite, ont conduit, sans parfois oser l'avouer, nombre de réformes inspirées par le libéralisme – à commencer par l'adhésion à l'Europe et à ses règles.

Pourtant, inventé par la France au Siècle des Lumières, le libéralisme irrigue profondément les racines de notre Révolution et de notre République, se distinguant de sa définition anglo-saxonne. En éclairant son passé et en lui restituant son importance, c'est toute l'histoire de notre démocratie qui pourra apparaître sous un jour nouveau.

Le divorce entre l'opinion française et le libéralisme paraît ainsi relever d'un vaste malentendu qu'il faut aujourd'hui dissiper. Que s'est-il donc passé ? De quelles frustrations ce paradoxe est-il révélateur ? Comment le libéralisme, synonyme de la gauche progressiste en France jusqu'au début du XIX^e siècle – et encore aujourd'hui presque partout ailleurs que chez nous – s'est-il trouvé rejeté à la droite – voire à l'extrême droite – de notre échiquier politique ? Comment notre société s'est-elle édiflée un aussi monumental tabou ? Le moment est venu de faire la psychanalyse de cette peur irraisonnée qui gangrène depuis trop longtemps la pensée politique de notre pays. Pour s'implanter durablement dans notre pays, le libéralisme doit redevenir populaire.

La Mémoire en action : l'Institut d'histoire de l'Industrie a pour mission de développer les travaux d'histoire des entreprises et de la politique industrielle en favorisant les relations entre universitaires, chercheurs et milieux industriels.

Contributions de

Dominique BARJOT
Nicolas BAVEREZ
Monique CANTO-SPERBER
Jean-Claude CASANOVA
Ran HALÉVI
Lucien JAUME
Jean-Dominique LAFAY
Alain LAQUIÈZE
Jean-Pierre MACHELON
Alain MADELIN
Alexis MASSART
Sophie de MENTHON
Philippe RAYNAUD
Jean-François REVEL
Jean-Jacques ROSA
Dario ROLDÂN
Dominique SCHNAPPER
Alain-Gérard SLAMA

Comité éditorial

Guy BERGER
Pierre MANENT
Philippe MULLER FEUGA
Jean-Miguel PIRE
Jacques RIGAUD
Christian STOFFAËS



Du modèle français à l'exception française : histoire d'un parcours

Pour que le libéralisme devienne populaire

Alors que, de toutes parts, se multiplient les diagnostics sur le déclin de la France, les lamentations sur notre impuissance à la réforme et les appels au redressement, on ne s'interroge guère sur les raisons de l'anti-libéralisme viscéral des Français. Cet anti-libéralisme que viennent encore de souligner, à la limite de la caricature, nos – si français – déchirements politiques récents comme le rejet du référendum constitutionnel européen ou la reculade sur l'assouplissement du code du Travail pour favoriser la première embauche. Alors que les Français se sont ralliés quasi unanimement à la construction européenne et qu'ils se préoccupent légitimement de l'entrée des jeunes les plus défavorisés dans le monde du travail...

Il est bien vrai en effet, qu'au *Dictionnaire français des idées reçues*, à la rubrique *libéralisme*, chacun lit : *ultra* ; à *capitalisme* : *féroce* ; à *concurrence* : *sauvage*. L'exception française est bien là : la réforme, c'est *la droite* ; « *libéralisme* » est une insulte.

Et ce alors que les Français se déclarent tout aussi unanimement républicains – un concept politique guère différent du libéralisme – et qu'ils considèrent la révolution libérale de 1789 comme notre événement fondateur.

Et ce alors même que le modèle concurrent s'est effondré en même temps que s'effaçait le siècle qui l'avait porté à son apogée ; que l'ex-Tiers-monde s'appelle désormais émergent ; que même la Chine et une large partie de l'ex-URSS se sont converties avec l'enthousiasme des

récents convertis ; que l'Europe et la globalisation imposent partout leur loi.

Là est le véritable ciment de notre identité politique : la société française serait irréductiblement anti-libérale. L'explication simple de la « dictature intellectuelle de la pensée de gauche », ou encore du « gauchiste qui sommeillerait en chaque journaliste » ne tient pas. Car la droite est populiste, corporatiste, technocratique et fort peu libérale. Et le centre est principalement démocrate-chrétien. De la gauche à la droite, du président de la République aux communistes, en passant par les centristes, socialistes, écologistes et autres altermondialistes, des syndicats, ONG et associations aux fédérations professionnelles, le consensus français d'aujourd'hui se fonde sur le rejet quasi unanime du libéralisme.

Le patronat lui-même et un modeste parti du centre-droit qui avait un court moment osé s'adjoindre l'adjectif maudit – démocratie libérale – préfèrent ainsi désormais se faire dénommer réformateurs.

Et pourtant... notre pays n'a-t-il pas adopté – même si ce fut au prix de graves déchirements internes et non sans équivoques – la fin du protectionnisme, le Marché commun, l'euro, la globalisation ? Notamment la gauche, qui a adopté la plupart des libertés économiques au nom de l'Europe libérale : alors Bruxelles, subtile manipulation ou divine surprise ?

La France n'a-t-elle pas privatisé sans réticence – voire dans un enthousiasme qui eût longtemps paru improbable – une large part de son vaste secteur public ? La société française – pourtant réputée imperméable aux réformes – n'a-t-elle pas su réformer avec succès quelques-unes de ses vénérables administrations et services publics : le régime des retraites et la CSG ; les armées ; la décentralisation ; la radio-télévision ; le transport aérien ; les PTT ; EDF-GDF...

Il reste certes encore à faire : pour une large part de notre fiscalité et autres prélèvements obligatoires en faveur de l'initiative et du travail ; pour des fonctionnaires qui soient moins nombreux et plus efficaces ; pour l'assouplissement du code du Travail ; pour l'efficacité de l'Education nationale et de l'Université à préparer à l'emploi pour tous ; et pour d'innombrables organismes surabondants, déficits publics, privilèges, prébendes, sinécures et autres situations protégées...

Mais l'agenda des réformes libérales est en réalité déjà largement entamé, même s'il est vrai que nous allons moins vite qu'ailleurs dans des pays qui étaient en retard et dont l'économie et la société se portent mieux que nous. La France entre en réalité dans le libéralisme, mais

comme à reculons et dans la mauvaise humeur d'une société qui paraît toujours dire non. S'agit-il alors d'un immobilisme congénital ? Ou bien de quelques bastions de résistance, certes solidement enracinés, en réalité relativement isolés ?

Et pourtant... nos racines culturelles sont profondément libérales. N'est-ce pas la France qui, en même temps que l'Angleterre et l'Amérique, a inventé le mot même de libéralisme et qui lui a procuré ses auteurs fondateurs, au Siècle des Lumières comme au XIX^e siècle ?

N'est-ce pas la Révolution française – le « *cri primal* » de notre vie politique – qui a conçu les Droits de l'Homme, puis aboli l'esclavage ; a érigé en dogme la liberté de pensée et la laïcité ; a dissous les privilèges féodaux et les corporations de métiers ; a privatisé les biens nationaux ? Certes la guerre que lui infligea l'Europe coalisée la fit dériver vers la Terreur et la dictature : mais elle fut libérale, au même titre que la Révolution anglaise et l'Indépendance américaine, avant que l'historiographie marxiste ne se l'approprie.

C'est aussi la Révolution française qui fut la référence des progressistes du monde entier qui s'attaquèrent, tout au long du XIX^e siècle, aux monarchies, aux féodalités, à l'obscurantisme religieux de l'Ancien Régime. En ce temps-là, gauche et libéralisme étaient quasiment des synonymes : on n'ignore pas d'ailleurs que, encore, dans le monde contemporain – notamment dans l'Amérique conservatrice comme dans l'ancien Bloc de l'Est – être libéral, c'est se désigner de gauche.

Ni droite, ni gauche : le slogan est déjà malheureusement peu recommandablement préempté. Que s'est-il donc passé ? Qu'une société profondément libérale se soit ainsi érigé un tabou aussi monumental est sans doute la traduction de frustrations tout autres. Que les Français veulent-ils exprimer au fond ? L'opposition au grand patronat capitaliste ? La frustration face à la surpuissance géostratégique du Pentagone et du département d'Etat et culturelle de Hollywood ? Un tel paradoxe mérite plus que des invectives ou des idées toutes faites : une analyse approfondie – osons dire une psychanalyse collective.

A commencer par une relecture d'un parcours historique mouvementé... Pourquoi, quand et comment le Libéralisme français s'est-il trouvé rejeté de la gauche à la droite, voire à l'extrême droite ? Comment le beau mot de liberté inscrit au fronton de notre régime politique a-t-il été ainsi perverti de son sens, tout comme « *Big Brother* » faisait dénommer ministère de la Paix le ministère de la Guerre ? « *Qui détient l'histoire contrôle le présent* » (Orwell, 1984).

Comme pour toute psychanalyse collective, la réappropriation du passé apparaît donc indispensable. Cet ouvrage, rédigé par les meilleurs spécialistes, est avant tout un livre d'histoire des idées et de la politologie libérales dans notre pays, mais en vue d'un usage contemporain.

De sa genèse au Siècle des Lumières, de son apothéose à sa critique virulente au XIX^e siècle, jusqu'à son discrédit au gré des tumultes du XX^e siècle, le libéralisme français a parcouru le cycle entier : de l'apogée à la liquidation.

Il y a bien sûr notre soi-disant (et peut-être trop fameuse) « *passion égalitaire* » qui, contrairement aux nations protestantes et marchandes, nous ferait irréductiblement jalouser les fortunes et les talents...

Ce sont bien en effet, vers le milieu du siècle dernier, le socialisme et le communisme qui ont ravi au libéralisme la place de gauche sur notre échiquier politique : et ce, au nom du « *social* ». Mais les Français sont aussi des créatifs, des entrepreneurs et des innovateurs, voire des libertaires ; et la législation de la concurrence et l'anti-trust font partie de l'arsenal du libéralisme économique.

Il y a aussi l'orgueil national frustré de l'ex-« Grande Nation » déchue de son ancienne prétention à l'universalité par la montée en puissance de l'Angleterre, relayée par les Etats-Unis, vainqueurs finaux d'une Guerre froide où la France avait pu en effet retrouver une position géopolitique enviable. Serait-ce donc que la France projette, à tort, contre le libéralisme vu comme doctrine anglo-saxonne son obsession décliniste et anti-américaniste ?

Il y a surtout la révérence envers l'Etat – que les Français considèrent comme libérateur – alors que pour les Anglo-Saxons il est au contraire l'Etat oppresseur. Or l'Etat Nation moderne – autre invention française – n'est plus tant aujourd'hui l'Etat républicain jacobin laïc des origines : c'est-à-dire le protecteur de l'individu citoyen et de ses libertés contre les féodalités locales, les églises et le pouvoir de l'argent. L'Etat providence dirigiste, qui fut engendré par la Grande Crise, Vichy, la Libération et la Reconstruction, est devenu taxateur, tatillon, bureaucratique. Là encore, n'y a-t-il pas perversion du sens des mots ? Notre Etat contemporain, tel que l'ont modelé les troubles du XX^e siècle, est-il bien celui auquel notre mémoire collective demeure tellement attachée ?

Sous l'argument du « *social* », notre Etat-Léviathan s'est en réalité mué – à son corps défendant certes – en créateur de marginalités sociales et d'exclusions durables, protecteur de corporatismes, défenseur de

conservatismes – au nom d'un égalitarisme de façade. D'autant que notre Etat – qui fut l'exemple du monde entier, est encore doté d'une puissance considérable : lieu central de l'alliance entre les élites technocratiques et intellectuelles, les partenaires sociaux et tous autres corps constitués qui se sont construits et prospèrent à son ombre. Le Sommet et la Base ainsi unis, quelle place reste-t-il pour une véritable société civile ?

Nos récents (et si français...) déchirements nationaux – le référendum de rejet d'une Constitution européenne pourtant promue et conçue par la France ; les émeutes de la jeunesse des banlieues privées d'emplois ; le rejet de l'assouplissement de la première embauche pourtant censé lui apporter une réponse ; un pays qui dit systématiquement non aux réformes – démontrent que la France a atteint le sommet de sa passion irrationnelle et qu'elle est parvenue au bout de ses contradictions politico-idéologiques. Et qu'elle est donc sans doute devenue mûre pour le principe de réalité. Les retournements idéologiques ne vont-ils pas généralement de pair avec le relais des générations – comme on a pu le constater en 1919/1936 ; en 1945/1958 et en 1968/1981 ?

Chronologie libérale : chacun connaît en histoire l'importance du découpage chronologique. C'est en effet le choix des dates césures et la caractéristique identitaire de chacune des périodes retenues dans le choix d'une chronologie qui donnent tout son sens au récit historique. Une chronologie recèle toujours quelque arbitraire : fondement de l'interprétation historique, elle est aussi un instrument idéologique. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'option retenue pour présenter cette histoire économique libérale de la France ne corresponde pas aux périodicités généralement usitées.

La Révolution libérale : il est généralement entendu que « *la Révolution française est un bloc* », c'est-à-dire qu'elle forme un tout indissociable, dont les parties s'enchaînent mécaniquement les unes aux autres dans une logique inexorable. Toute différente est la chronologie proposée ici qui rassemble dans une première partie « *Genèse et apothéose du libéralisme Français* » dans une même vision unitaire le siècle des Lumières, la Révolution et le libéralisme triomphant de la première moitié du XIX^e siècle.

La continuité s'impose, si l'on y réfléchit, entre les Lumières et les grandes réformes économiques et sociales libérales que les trois premières

années de la Révolution apportent à la société française : l'instauration de la liberté du commerce et d'établissement – accompagnant, dans une cohérence remarquable, les grandes réformes libérales politiques et institutionnelles – les libertés civiles ; la Déclaration des Droits de l'homme ; l'Assemblée élue et la monarchie constitutionnelle ; l'abrogation des privilèges seigneuriaux et des corporations professionnelles ; le démantèlement de l'État colbertiste, de ses compagnies à charte et de ses monopoles mercantilistes ; la privatisation des « biens nationaux » ; la réforme fiscale ; l'affirmation du droit de propriété privée ; la dissolution des ordres de l'Ancien Régime ; la constitution civile du clergé ; l'abolition de l'esclavage ; la citoyenneté des minorités, etc.

A la suite de la période de troubles qui va de 1792 à la fin du Directoire – mise entre parenthèses du point de vue de l'histoire libérale – c'est la *Naissance des libertés économiques*¹. C'est alors que le régime politique se stabilise autour de Napoléon – compromis entre la réaction conservatrice et la préservation des acquis de la Révolution. A ce mouvement apparaît la notion de libéralisme : par exemple dans la déclaration de Madame de Staël au 18 Brumaire qui vise à renouer avec l'inspiration des espérances libérales des débuts de la Révolution. L'œuvre législative et économique du Consulat et de l'Empire – le Code civil et le code de Commerce, le franc-or et la Banque de France, les institutions administratives – consolide le régime de liberté économique. La Restauration voit ensuite s'affronter les tentatives des « ultras » pour revenir à l'Ancien Régime et la contestation libérale radicale, qui se bat pour maintenir les conquêtes de 1789 consolidées par la Charte de 1814. La Monarchie de Juillet établit la victoire des libertés économiques, cette fois fortement consolidées et définitivement ancrées dans la société française. De Guizot à Thiers, de Benjamin Constant à Frédéric Bastiat, la pensée libérale règne pendant que s'épanouissent les entrepreneurs, les manufactures et que s'instaure la prospérité économique.

Une deuxième partie s'attache à décrire et à comprendre les raisons des « *Discrédit et chute du libéralisme* ». C'est à partir du milieu du XIX^e siècle que s'instaure la concurrence à la gauche de l'échiquier politique. Le libéralisme incarnait depuis un siècle les forces du progrès : le socialisme revendique désormais la première place à la gauche de la scène politico-idéologique.

La révolution de 1848 traduit pour la première fois la revendication sociale, que théorisent les penseurs utopistes. La dialectique historique apporte ensuite à la pensée socialiste la caution de la science. La Commune, vingt ans après le *Manifeste du Parti Communiste*, en constitue la manifestation éclatante. Jusqu'à 1914 le socialisme s'impose de plus en plus comme le challenger du libéralisme, en s'appuyant sur la montée en puissance du monde du travail et des syndicats naissants.

Mais ce sont les dérèglements de la Première Guerre mondiale qui vont précipiter la chute du libéralisme. L'inflation issue des dépenses de la guerre et de la reconstruction pulvérise l'étalon-or, détruit l'ordre monétaire et ruine les épargnants. La Révolution russe terrorise la bourgeoisie et les classes moyennes : le libéralisme politique paraît impuissant à s'opposer à la marée montante de l'Internationale rouge. Mais elle exacerbe aussi la concurrence au sein de la mouvance socialiste : la scission du congrès de Tours, les « socialismes nationaux » – fascisme en Italie, nazisme en Allemagne, « néos » en France. Les idéologies de masse anti-libérales : communisme, populisme, fascisme – s'imposent dès lors dans toute l'Europe, réduisant singulièrement l'espace des démocraties libérales – dont la France et l'Angleterre – à un réduit exigü, à l'extrémité occidentale du Continent.

La grande crise du libéralisme politique se double de la grande crise du libéralisme économique. Le *krach* de 1929, la Grande Dépression, le chômage de masse exacerbent les tensions sociales et paraissent condamner l'économie de marché. Keynes impose sa vision : l'Etat providence, le planisme, le dirigisme paraissent nécessaires au rétablissement du plein-emploi et de la croissance. La concurrence communiste a aussi pour effet de radicaliser le socialisme.

Une troisième partie – « *Le libéralisme perdu* » – couvre l'après Seconde Guerre mondiale. Pour corriger les troubles de l'entre-deux-guerres, pour répondre aux impératifs du réarmement et la préparation aux nouveaux conflits qui se dessinent, l'économie dirigée et le protectionnisme s'imposent en France comme dans la plupart des pays développés. La Seconde Guerre mondiale renforce encore la contestation du libéralisme économique, avec l'économie de guerre et la gestion de l'économie de pénurie sous l'Occupation.

La Libération, autre événement fondateur de la vie sociopolitique française – notre « *second cri primal* », – est quant à elle clairement placée sous le sceau de l'anti-libéralisme. Tout au moins de l'anti-libéralisme au

plan économique et financier. Les partis libéraux d'avant-guerre, les modérés et autres indépendants et le parti radical sont discrédités par l'opprobre dont est frappé Vichy. Les partis de gauche dominent la Chambre des Députés. La SFIO est poussée à la surenchère d'extrême gauche par la compétition du PCF, alors premier parti de France avec près de 30 % de l'électorat, qui rassemble les intellectuels et assimile le patronat tout entier à la collaboration avec l'occupant et aux « *deux cents familles* ».

Le souvenir des dérèglements de l'économie de marché qui ont conduit à la stagnation économique des années 1930 est encore vif. Les idées keynésiennes et planistes se sont désormais imposées, avec l'instauration de la Sécurité sociale et la nationalisation des secteurs de base. Le poids de l'Etat dans l'économie double de taille. La Reconstruction et le redressement de la France, pense-t-on quasi unanimement, se feront par l'intervention de l'Etat, alors que le capitalisme a démontré son impuissance et sa nuisance.

Une quatrième partie décrit la « *Renaissance contemporaine du libéralisme français* ». C'est à travers le libre-échange que le libéralisme va, progressivement, se rétablir. A partir du début des années 1950, à mesure que se rétablissent les équilibres de l'économie mondiale, la dynamique libérale reprend ses droits avec le plan de stabilisation Pinay de 1951, la Communauté du charbon et de l'acier (CECA), le traité de Rome enfin.

1958, c'est à la fois le rétablissement de l'autorité de l'Etat et des institutions, en même temps que l'ouverture libérale avec le plan Pinay-Rueff. L'économie française se libère des multiples entraves de l'économie dirigée, coloniale et malthusienne et entre avec succès dans le Marché commun. Il s'ensuivra les quinze années de prospérité de l'Expansion, jusqu'au choc pétrolier de 1973 qui ouvre une période prolongée de récession inflationniste consécutive aux chocs pétroliers où s'affrontent les méthodes libérales – par exemple la libération des prix de 1978 – et les méthodes dirigistes – par exemple les aides systématiques aux secteurs en difficulté.

Puis c'est l'impératif de la construction européenne qui impose le principe libéral : à compter du plan de rigueur de 1983 et du traité du Marché unique de 1985, la dynamique libérale l'emporte à nouveau en France – avec la déréglementation des marchés financiers, les privatisations, l'ouverture à la concurrence des services publics, le traité de Maastricht et la marche vers la monnaie unique.

Là encore, il faut replacer les évolutions observées en France dans le contexte mondial. La révolution néo-conservatrice a porté au pouvoir Margaret Thatcher au Royaume-Uni, Ronald Reagan aux États-Unis. Excédés de l'hyper-inflation et du poids croissant des réglementations et des charges fiscales de l'État providence, l'opinion publique des principaux pays occidentaux réclame plus de libertés économiques et moins d'État. L'inflation est jugée coupable de tous les maux : l'ère monétariste succède ainsi à l'ère keynésienne. On brûle ce qu'on adorait hier, et inversement. Des rivages anglo-saxons, la révolution libérale mondiale s'étend ensuite en un mouvement inexorable à l'Europe occidentale, enfin à l'Amérique latine et à l'Asie du Sud, puis à la Russie et à la Chine.

Au seuil du XXI^e siècle, le tableau demeure toutefois flou : la France entre en effet de mauvais gré dans le libéralisme contemporain. L'adhésion au libéralisme, qui avait accompli un grand pas depuis 1985, recule désormais. Avec l'anxiété envers la globalisation, l'interrogation sur l'Europe, les excès de la spéculation financière, l'anti-libéralisme est devenu le miroir de ses frustrations et de sa morosité face aux changements du monde.

La « *fin de l'histoire* » n'est pas pour demain. Y compris pour la France. Or la sclérose menace notre société bloquée. La frilosité – voire la xénophobie – guettent. Le discours politique n'inspire plus confiance. Notre État, qui peut encore être une force s'il sait se moderniser, risque de se paupériser et de perdre ce qui lui reste d'efficacité. Le moment est venu de se mettre en phase avec notre époque, pour y regagner toute notre place.

Les Français doivent-ils encore craindre de s'avouer libéraux ? L'emprise du marxisme sur la pensée française est désormais libérée, ouvrant un espace pour le pragmatisme et autorisant de nouvelles visions face à la nouvelle cartographie des inégalités, aux écarts des revenus, à la relégation spatiale dans les zones périurbaines et désertifiées, aux familles durablement ancrées dans le chômage et la pauvreté, le libéralisme pleinement assumé peut s'imposer comme « *le* » facteur décisif d'intégration pour « *faire société* », à travers l'égalité des chances, l'initiative individuelle, le travail et le talent récompensés, l'ascenseur social professionnel.

Le néo-conservatisme américain – tendance impérialiste – irrite ; les excès de la dérégulation, du monétarisme et de la spéculation financière justifient – tout particulièrement dans les nations émergentes et les

économies en transition – la recherche d'un « *autre modèle* », qui pourrait être celui d'un certain « *libéralisme à la française* ». Il faut désormais libéraliser la République et populariser le libéralisme.

Car l'identité de notre pays s'est construite principalement autour des valeurs de la République, qui ne sont au fond guère différentes de celles du libéralisme. La France n'est plus attractive : notre belle image s'effrite – et ce même dans notre pré carré euro-afro-méditerranéen.

Sous peine d'apparaître sur la scène mondiale comme une dernière Union soviétique morose, la France doit cesser de porter la bannière de l'anti-libéralisme. Nous nous trouvons à l'évidence au tournant d'un changement d'époque. « *Français, n'ayez pas peur...* » de vous reconnaître libéraux. Pour s'implanter durablement, le libéralisme doit devenir populaire.